

L'avenir de la formation générale dans les cégeps, une bataille perdue d'avance?

Mars 2004 : parution du rapport du Conseil supérieur de l'éducation du Québec (CSÉ) déclarant qu'il faut rendre optionnels les cours de philosophie et de littérature et abolir les cours d'éducation physique.

Mai et juin 2004 : deux forums de discussion sur *L'avenir de l'enseignement collégial* sont organisés par le Ministère de l'éducation du Québec (forum virtuel et forum de Québec les 9 et 10 juin derniers). Les participants invités sont principalement des administrateurs.

Les professeurs ont tenté, en vain, de se faire entendre et ont demandé, lors des manifestations de Québec, de connaître la position du ministre de l'éducation quant à la réforme envisagée pour l'automne 2004. Pour l'instant, il semble que le sort des cégeps sera décidé par les fonctionnaires et les gestionnaires et non par les professeurs. Cette bataille dont l'aboutissement est l'avenir de l'éducation collégiale est-elle perdue d'avance ?

Les réformes :

le mieux est-il l'ennemi du bien?

L'éducation accessible à tous était une priorité dans le Québec des années 60. Il est clair à présent que ce principe social s'est converti. Depuis la Révolution tranquille, la société québécoise s'est positionnée comme chef de file culturel grâce notamment à son système d'éducation et à l'enseignement obligatoire du fond culturel commun. En effet, l'expertise pédagogique québécoise est aujourd'hui reconnue mondialement, la France nous demande conseil en matière d'enseignement et nos techniciens sont réputés pour leur grande capacité d'adaptation et d'innovation. Quand on souhaite améliorer, par des réformes, un système d'éducation qui a fait ses preuves, il faut y aller avec rigueur, cohérence et professionnalisme. Malheureusement c'est le contraire qui se produit : tout se fait dans le désordre, la tergiversation et l'amateurisme.

Depuis dix ans, le Ministère de l'éducation a mis en place plusieurs réformes. D'abord au collégial, puis au primaire et au secondaire. On transforme l'enseignement sans expliquer en quoi ces changements amélioreront le système d'éducation, sans prouver pourquoi il faut le faire et, surtout, sans en vérifier l'impact sur la société québécoise. Résultat : des réformes mal préparées, mal implantées et qui débutent toutes dans la frustration et l'insécurité.

En 2004, avant même de compléter la réforme du secondaire, il faut modifier une deuxième fois le niveau collégial car, selon les dires du Ministre : « *Il y a des problèmes qui n'ont pas beaucoup évolué au cours des dix dernières années...* »! Que faut-il condamner : le système collégial en entier, la réforme de 1994 du Ministère de l'éducation?

Quel est le problème ?

On nous dit que les taux de réussite sont trop faibles selon les attentes. Quelles sont ces attentes? Et que penser des statistiques qui montrent que les taux de réussite sont meilleurs au collégial qu'au secondaire? On nous dit aussi que les étudiants du secteur technique manquent de motivation pour certaines matières obligatoires de la formation générale comme la littérature et la philosophie. Solution envisagée? Transformer ou abolir ces cours car ils ne sont plus utiles ou signifiants pour les étudiants! Comment soutenir encore cette solution avec les nombreuses études qui prouvent que cette idée est contrefaite? Que penser des étudiants du collégial qui avouent avoir perdu leur temps au

secondaire ? Ils réalisent que le manque d'exigence, de rigueur intellectuelle, de méthode et de contenu, est devenu un frein pour eux. Que ces lacunes académiques diminuent leur capacité de choisir le métier dont ils rêvent. Ils perdent leur liberté en échange de la facilité et du confort.

Il y a bien des améliorations à apporter à notre système d'éducation. Mais il faut le faire en collaboration avec tous les niveaux d'enseignement. Il faut surtout progresser intelligemment et éviter les préjugés. Il est clair pour nous, professeurs, que les auteurs de ces rapports ne sont pas allés sur le terrain depuis bien longtemps, qu'ils connaissent mal les contenus enseignés, les pratiques pédagogiques utilisées et qu'ils n'ont pas suffisamment considéré les besoins intellectuels et psychopédagogiques des étudiants. Il est clair aussi qu'on ne reconnaît pas assez le travail des professeurs du collégial qui éduquent, motivent et donnent des ailes à leurs étudiants pour les préparer à l'université et au marché du travail.

Si la loi sur l'enseignement collégial donne au gouvernement une autonomie, les seuls arguments qui justifient cette réforme (dont nous ne connaissons pas encore la teneur) sont des idées confuses et préconçues. Le véritable problème de ce *Renouveau au collégial* tel que souhaité par le Ministère de l'éducation est donc sa légitimité.

La solution : les spécialistes de l'éducation.

Qui sont les spécialistes de l'éducation ? Les professeurs. Qui sont les experts choisis par le gouvernement ? Les gestionnaires. Pourquoi ? Parce que le problème est autre que celui présenté. Les seuls critères utilisés pour juger de la performance de notre système d'éducation sont d'ordre statistique et économique. Il faut produire efficacement et à moindre coût des finissants. Bien que nous ayons mandaté des représentants politiques pour gérer les fonds publics, avons-nous décidé du même coup qu'il fallait appliquer les critères des entreprises commerciales à la santé et à l'éducation ? Si c'était le cas, les réformes telles qu'envisagées témoignent d'une vision à court terme et ne contribuent pas à une économie durable.

Instruire ou éduquer ?

Dans un contexte comme celui-ci où le spécialiste de l'éducation devient administrateur et comptable, il est crucial que tous les professeurs défendent l'éducation en tant que valeur essentielle et primordiale pour notre société.

Sans éducation, le concept même de la démocratie est mis en péril : le citoyen doit pouvoir faire des choix éclairés. Sans éducation, la culture de notre pays, notre langue et notre héritage s'oublie. Sans éducation, la valorisation de l'esprit vif, critique et créateur s'estompe. La peur et la crainte de la nouveauté prennent place, encouragées par le conformisme. Sans éducation libre et gratuite, on se résigne à ce qu'une certaine justice sociale, l'égalité pour tous, ne soit plus réalisable.

Katerine Deslauriers